



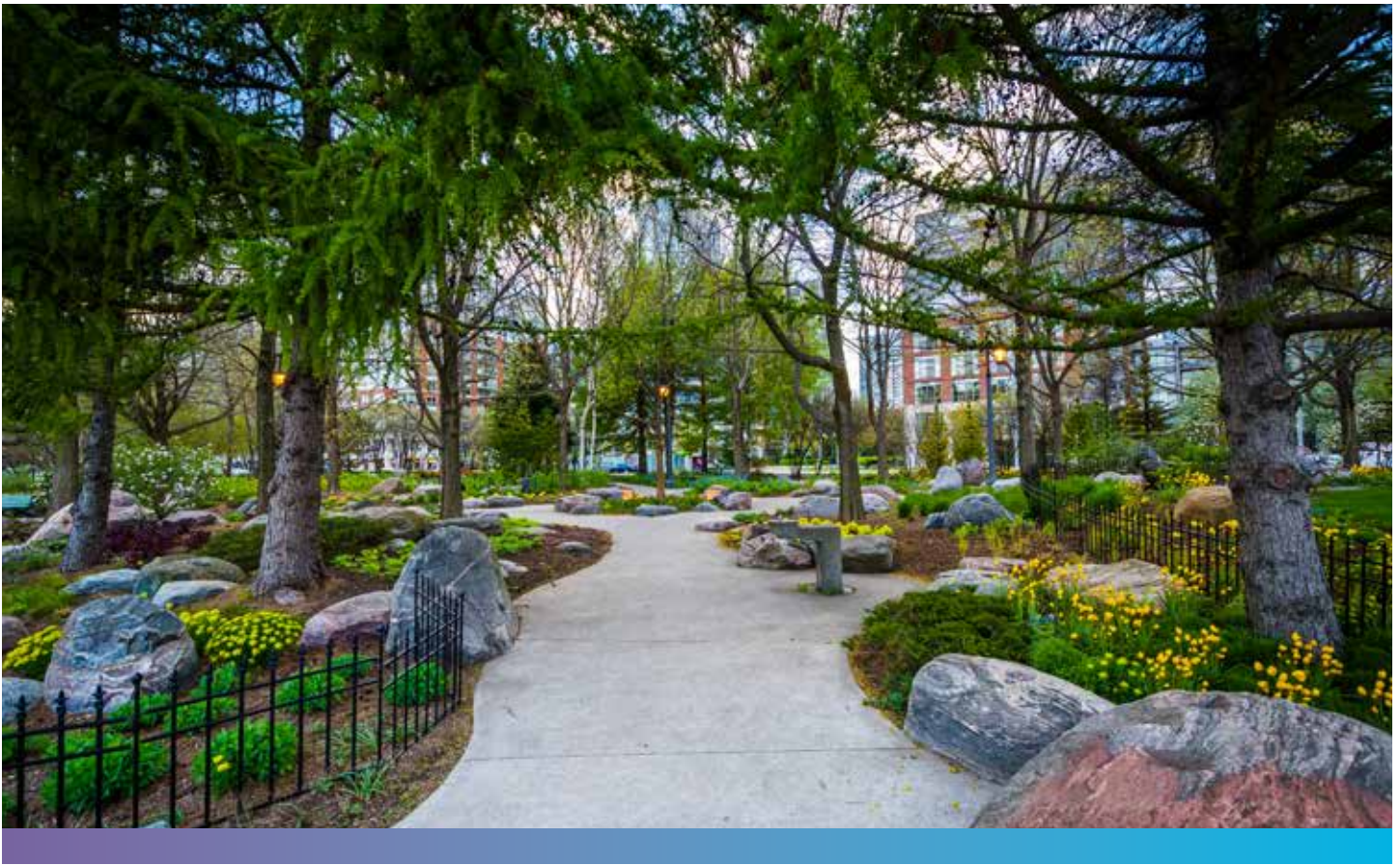
LA NATURE DE LA SANTÉ

INTÉGRER LES CONSIDÉRATIONS LIÉES À LA SANTÉ
DANS L'URBANISME FONDÉ SUR LA NATURE

OCTOBRE 2021



**Smart Prosperity
Institute**



SOMMAIRE EXÉCUTIF

La santé des Canadiens dépend fondamentalement de l'accès au plein air. Les espaces verts atténuent le risque de maladies cardiovasculaires et respiratoires, et les écosystèmes urbains intégrés améliorent la qualité de l'air et réduisent l'effet d'îlot de chaleur urbain. Les parcs urbains et les espaces verts sont de plus en plus considérés comme indispensables au maintien de la santé mentale et à la cohésion communautaire. Cette réalité est d'autant plus mise en exergue par le nombre croissant de problèmes de santé aggravés par l'urbanisation croissante et les changements climatiques.

Le budget fédéral 2021-2022 du Canada, *Une relance axée sur les emplois*, la croissance et la résilience, met le cap sur une relance économique verte pour remédier aux revers de la COVID-19. Cette relance souligne l'importance de la nature pour bâtir des collectivités canadiennes saines. Le budget prévoit plus de trois milliards de dollars en investissements dans la protection, la conservation et la restauration des espaces verts et des infrastructures naturelles à l'échelle du Canada. Les investissements proposés prennent en compte les effets sous-jacents de l'urbanisation sur la santé des citoyens, ainsi que l'importance indéniable d'investir dans la conservation et la restauration des actifs naturels pour bâtir des collectivités plus

résilientes et accessibles à toutes et à tous. En conséquence, les gouvernements locaux et régionaux se retrouvent face à une occasion sans précédent, soit celle d'investir dans des solutions fondées sur la nature (SFN) qui améliorent le fonctionnement des services écosystémiques essentiels et l'état de santé citoyenne, tout en renforçant notre résilience à long terme face aux changements climatiques.

Sur le plan économique, il est logique d'inclure des considérations liées à la santé dans les projets fondés sur la nature et dans la gestion des actifs naturels. Cette inclusion engendrerait d'importantes économies en coûts de soins de santé – jusqu'à 4,2 millions de dollars annuellement pour les gouvernements locaux et environ 100 milliards de dollars à l'échelle nationale.

Bien qu'une relation positive soit bien établie entre la nature et la santé au Canada, les **effets mesurables de certaines SFN sur la santé humaine sont moins clairs**. Voici les trois principaux obstacles derrière ce manque de clarté :

1. **Quantifier les cobénéfices pour la santé des SFN en termes économiques significatifs.** Au niveau des projets, établir la valeur des différents bienfaits des SFN pour la santé requiert l'utilisation de méthodes comptables complexes. Par exemple, il est relativement simple de mesurer les répercussions d'un air plus pur sur la réduction des maladies respiratoires. Mais déterminer dans quelle mesure l'augmentation du couvert forestier urbain induit une réduction des coûts hospitaliers liés au traitement des maladies respiratoires causées par une mauvaise qualité de l'air nécessite la prise en compte de variables supplémentaires;
2. **S'assurer que les cobénéfices pour la santé sont équitablement distribués** et répondent aux besoins de la collectivité pour renforcer la résilience sanitaire, maintenir le bien-être des citoyens et assurer la capacité de ces collectivités à prospérer;
3. **Choisir les bons indicateurs et recueillir les données locales adéquates** de manière à suivre les effets des différents projets et les cobénéfices éventuels pour la santé, et comprendre la contribution positive des SFN à l'état de santé.

Ce rapport vise à mieux comprendre le lien nature-santé-climat, insuffisamment exploré, au sein de la planification stratégique du Canada. Il met aussi en évidence les outils, les données, les méthodologies d'analyse et les techniques d'évaluation nécessaires à l'évaluation de résultats particuliers en matière de santé découlant du recours à différents types de SFN. Nous y parvenons des façons suivantes :

1. Renforcement du lien explicite entre la nature urbaine et la santé humaine en examinant les liens entre les divers types de SFN et les différents résultats en matière de santé;
2. Mise en évidence des démarches actuelles, des obstacles et des possibilités auxquels les différents ordres de gouvernement du Canada sont confrontés lors de la conception de SFN qui intègrent les paramètres de la santé humaine et de la résilience aux changements climatiques;
3. Évaluation de la pertinence de différentes méthodes comptables, instruments d'estimation et outils d'évaluation d'un projet pour pouvoir faire état de la valeur des bienfaits pour la santé et la nature;
4. Identification des principaux défis et des solutions éventuelles pour mieux intégrer les considérations liées à la santé lors de la conception de projets fondés sur la nature;

5. Mise en évidence des innovations, des occasions et des solutions éventuelles dans le but de promouvoir la cohésion et l'harmonisation stratégique entre les intervenants actuels et ceux qui cherchent des points d'entrée dans des projets fondés sur la nature tenant compte des bienfaits pour la santé.

Par nos conclusions, nous cherchons à aider les gouvernements locaux et régionaux, les organismes communautaires et les intervenants environnementaux qui s'intéressent à des projets visant à faire état de la valeur des différents cobénéfices pour la santé résultant des solutions fondées sur la nature. Nos conclusions pourraient aussi intéresser les organisations et les établissements de santé qui cherchent à assurer une meilleure intégration des facteurs environnementaux dans la prise de décision à l'égard de leurs projets. Dans l'ensemble, notre rapport évalue les façons dont des obstacles persistants se sont répercutés sur l'intégration des considérations liées à la santé aux projets fondés sur la nature et se penche sur les méthodes d'évaluation de ces considérations par différents gouvernements locaux et régionaux au Canada. Nous détaillons ci-dessous nos principales conclusions, y compris les obstacles persistants et les principales possibilités permettant une meilleure intégration des considérations liées à la santé dans la planification locale et régionale :

Principales conclusions

Le lien entre la santé humaine et la nature urbaine est mis en évidence dans la planification stratégique des gouvernements locaux et régionaux du Canada. Selon notre rapport, ce lien est devenu un aspect essentiel de l'urbanisme au Canada depuis au moins 15 ans et, généralement, s'est resserré en raison des répercussions croissantes des changements climatiques;

Les gouvernements locaux et régionaux privilégient généralement l'équité, la diversité et l'inclusion comme paramètres essentiels à l'évaluation des bienfaits de la nature en milieu urbain. Cependant, les stratégies d'intégration de ces paramètres varient souvent selon les juridictions et reflètent des niveaux de succès inégaux;

La mobilisation intersectorielle et communautaire est essentielle à la pérennité des projets fondés sur la nature du fait qu'elle favorise un sentiment d'appartenance communautaire plus fort. Les outils de mobilisation et les méthodes d'évaluation varient largement d'une région à l'autre;

Les gouvernements locaux ont recours à des outils similaires pour concevoir et évaluer les projets fondés sur la nature. **Toutefois, des normes et lignes directrices nationales relatives aux projets sont nécessaires** pour aider les décideurs à intégrer les bons indicateurs et les bonnes démarches afin de faire état de la valeur des cobénéfices pour la santé.

Défis et lacunes

Les problèmes de santé environnementale sont fragmentés entre les ministères locaux et les autorités régionales de santé publique. Les bienfaits pour la santé sont multidimensionnels. Pour tenir compte de ceux engendrés par les SFN, il faut adopter une démarche intégrée qui facilite la collaboration entre les différents ministères et secteurs;

Il est nécessaire que la mobilisation soit ininterrompue et s'adapte aux changements démographiques locaux et aux défis posés par les changements climatiques. L'intégration des considérations socioéconomiques et démographiques est cruciale pour garantir une répartition équitable des bienfaits pour la santé entre les différents groupes de population. Pour assurer une participation équitable, il est nécessaire de faire des investissements substantiels et d'adopter des stratégies innovantes;

L'accès à des données locales et longitudinales en matière de santé environnementale est limité. Cette lacune est un obstacle important à une meilleure intégration des considérations liées à la santé dans les SFN;

Les gouvernements locaux et régionaux ont un mandat d'action limité en matière de santé environnementale. En l'absence d'un mandat clair et contraignant à l'inclusion de critères sanitaires dans la planification des projets et dans la conception des programmes, l'intégration de ces considérations dans la planification locale se fait souvent ponctuellement, limitée par des priorités et des flux de financement concurrents, ce qui mène à la fragmentation des stratégies à travers les différents secteurs.

Innovations et occasions

Sur le plan économique, il est logique d'inclure des considérations liées à la santé dans les projets fondés sur la nature et dans la gestion des actifs naturels. Cette inclusion engendrerait d'importantes économies en coûts de soins de santé – jusqu'à 4,2 millions de dollars annuellement pour les gouvernements locaux et environ 100 milliards de dollars à l'échelle nationale;

Les exemples du Québec et de la Colombie-Britannique illustrent comment **les gouvernements locaux peuvent être habilités à agir en matière de santé environnementale lorsqu'ils sont outillés d'un mandat (in)direct;**

Il est nécessaire d'améliorer le suivi et le diagnostic des facteurs de santé environnementale pendant l'admission d'un patient, comme le signalement des changements attribuables à la COVID19, ce qui permettrait de déterminer avec précision les répercussions sur la santé des différentes caractéristiques de l'environnement bâti;

Grâce à l'amélioration de la capacité institutionnelle locale, les **réseaux de connaissances existants sont bien placés pour a) soutenir l'échange vertical et horizontal d'informations entre les différentes régions et b) réduire la fragmentation des politiques publiques** en matière de santé humaine, de nature urbaine et de résilience climatique.

Pour accélérer l'intégration de ces considérations dans la planification locale et régionale à travers le Canada, nous élevons au rang de priorité trois axes d'intervention :

- 1. Donner aux gouvernements locaux les moyens d'agir sur la santé grâce à un mandat clair et élargi.**
Le Québec et la Colombie-Britannique ont confié à leurs gouvernements locaux un mandat explicite en matière de santé, rehaussant le profil des considérations liées à la santé communautaire et promouvant l'action au niveau local. Pour étendre les considérations nature-santé-climat aux gouvernements locaux dans d'autres régions, il faudrait mieux assimiler ces expériences locales et mettre à profit leurs leçons apprises.
- 2. Harmoniser les stratégies et mettre au point des pratiques exemplaires**
En l'absence de normes nationales, la multitude de démarches pose problème lorsque les décideurs doivent déterminer la meilleure option pour concevoir des processus intégrant les considérations liées à la santé dans le processus local de prise de décisions. L'élaboration de normes nationales exhaustives et de pratiques exemplaires est essentielle au lancement d'une intégration généralisée des considérations liées à la santé dans les projets.
- 3. Arrimer les institutions et les sources de financement afin de cibler le lien santé-nature-climat**
Pour promouvoir des stratégies de gestion plus intégrées, il faudrait comprendre le rôle des autorités sanitaires provinciales et territoriales et le lien qu'établissent ces réseaux entre les collectivités locales et les flux de financement nationaux. Il sera nécessaire d'investir dans la création, l'expansion et l'officialisation des réseaux de connaissances verticaux dans le but de soutenir la création et la distribution d'outils et de ressources efficaces au déploiement des projets. Le succès de ces réseaux dépendra de la mise en place de mécanismes institutionnels suffisants au soutien de la collaboration permanente entre les intervenants.

Dotés des bons outils, de recherches supplémentaires dans les principaux domaines et de lignes directrices exhaustives pour soutenir la conception, le développement et le suivi des projets fondés sur la nature, les gouvernements locaux et régionaux seront à même d'accélérer les investissements dans des projets fondés sur la nature afin de bâtir des collectivités saines et plus résilientes.